

607

30000



# LETTRES PATENTES DU ROI,

Données à Fontainebleau le 8 Novembre 1777,

*CONFIRMATIVES des Bulles, portant suppression de l'Abbaye, chef d'Ordre de Saint Antoine, l'union desdits Ordres, & la translation des Religieux Antonins dans l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, & du Décret de fulmination d'icelles.*

Avec l'Arrêt de Régistre du 18 Mars 1778.

Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Toulouse, SALUT. Le projet d'unir & d'incorporer l'Ordre de St. Antoine de Viennois, à celui de St. Jean de Jerusalem, nous ayant paru fondé sur des motif raisonnables & légitimes, nous avons approuvé le traité préalable, qui a été passé à cet effet, sous notre bon plaisir par les Députés & Commissaires desdits Ordres, le quinze Avril mil sept cent soixante-quinze, & après leur avoir permis de se retirer à Rome, pour solliciter l'autorisation du St. Siege, nous avons cru devoir leur accorder notre protection auprès de notre St. Pere le Pape, Pie VI. qui occupe si dignement la Chaire de St. Pierre. Sa Sainteté ayant jugé comme nous, que l'union de deux Ordres, Hospitaliers dans leur origine, ne feroit que rappeler celui de St. Antoine à son institution pri-

A



mitive ; auroit par ses Bulles des dix-sept Décembre mil sept cent soixante-seize , & sept Mai de la présente année , ordonné la suppression de l'Abbaye , chef d'Ordre de Saint-Antoine , l'union desdits Ordres , & la Translation des Religieux Antonins , dans l'Ordre de St. Jean de Jérusalem ; le tout aux charges , clauses & conditions qui y sont énoncées ; mais ces Bulles qui avoient déjà reçu leur exécution hors de notre Royaume , ne pouvant y être exécutées sans notre permission , nous les avons adressées à notre Grand Aumônier & au Trésorier de notre Sainte-Chapelle de Paris , pour en l'absence l'un de l'autre , ainsi qu'il est plus au long porté auxdites Bulles , procéder à leur fulmination ; à quoi ayant obtempérés , nous avons confirmé le Décret de fulmination des Bulles , en date du trois Juillet , par les Lettres que nous avons adressées le vingt-cinq Juillet dernier à notre Cour de Parlement de Paris , dans le Ressort duquel ladite fulmination a été prononcée , & nous avons ordonné par les mêmes Lettres , que lesdits Ordres ainsi réunis , seroient mis & demeureroient définitivement en possession & jouissance de tous les biens & revenus de l'Ordre de St. Antoine ; & comme nous avons été informés que ledit Ordre possédoit des biens dans votre Ressort , nous avons jugé à propos de vous adresser lesdites Bulles & ledit Décret , afin que leur exécution ne souffre aucun retardement . Nous nous y portons d'autant plus volontiers , qu'en usant du droit qui nous appartient de prononcer sur l'emploi des biens destinés à l'hospitalité , par les Fondateurs , nous donnerons à deux Ordres aussi recommandables , & à l'Ordre de Malte en particulier , une nouvelle marque de notre bienveillance & de notre protection . A CES CAUSES , & autres à ce nous mouvant , de l'avis de notre Conseil qui a vu le traité du quinze Avril mil sept cent soixante-quinze , ensemble lesdites Bulles , en date des dix-sept Décembre mil sept cent soixante-seize , & sept Mai mil sept cent soixante-dix-sept , ensemble le Décret de fulmination d'icelles , le tout attaché sous le contre scel des présentes Lettres , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , nous avons approuvé , confirmé & autorisé , approuvons , confirmons & autorisons lesdites Bulles

3

319.

& le Décret de fulmination d'icelles, pour être exécutés dans votre Ressort, suivant leur forme & teneur, pourvu toutes fois qu'elles ne contiennent rien de contraire aux saints Décrets, loix & usages de notre Royaume, non-plus qu'aux libertés & franchises de nos Eglises. Voulons pareillement que le traité préalable passé entre les Députés desdits Ordres sous notre bon plaisir, le quinze Avril mil sept cens soixante quinze soit définitivement exécuté, & qu'en conséquence lesdits Ordres réunis, soient & demeurent à toujours en jouissance & possession de tous les droits biens, & revenus de l'Ordre de St. Antoine de Viennois, aux charges, clauses & conditions énoncées auxdits traités. SI VOUS MANDONS, que ces Présentes vous ayez à enregistrer, & le contenu auxdites Bulles & Décret, garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur, CAR tel est notre plaisir. DONNE à Fontainebleau le huitième jour du mois de Novembre, l'an de grace mil sept cens soixante dix-sept, & de notre Regne le quatrième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, AMELOT.

---

## DÉCRET DE M. LE TRÉSORIER DE LA SAINTE CHAPELLE DE PARIS,

*Portant fulmination & publication des Bulles de Notre Saint Pere le Pape Pie VI, relatives à l'union de l'Ordre hospitalier de Saint-Antoine de Viennois à l'Ordre hospitalier & militaire de Saint-Jean de Jérusalem, dit de Malte.*

**N**OUS, NICOLAS DE VICHY CHAMRON, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Trésorier de la Sainte Chapelle du Palais à Paris relevante immédiatement du St. Siege, & Commissaire en cette partie, à tous ceux qui le présent décret verront, SALUT. Vu la Requête à nous présentée par les Députés, Commissaires & fondés de pouvoirs respectifs de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem ou de Malte, & de l'Ordre dit de St. Antoine de Viennois, expositive qu'en consé-

quence d'un traité passé sous le bon plaisir du Roi, entre les Députés & Commissaires desdits deux Ordres, le 15 Avril 1775, tendante à l'union de l'Ordre de St. Antoine à celui de Malte, Notre Saint Pere le Pape Pie VI, jugeant raisonnables & légitimes les causes & motifs de ladite union, non seulement autorisée, mais spécialement protégée par Sa Majesté, a, par sa Bulle donnée à Rome le 17 Decembre 1776, uni & incorporé l'Abbaye chef d'Ordre de St. Antoine, les vingt-cinq maisons en dépendantes, situées en France, ainsi que tous les biens, droits & revenus en dépendans, à celui de Malte, & transféré les Religieux François dudit Ordre de St. Antoine dans la classe des Chapelains conventuels du même Ordre de Malte; que par une autre Bulle donnée par notre dit St. Pere à Rome, à St. Pierre le 7 Mai dernier de la présente année, interprétative de la précédente sur quelques objets, & en ce qui regarde ladite union pour la partie de France, a donné aux Archevêques, Evêques, leurs Grands-Vicaires ou Officiaux, aux Abbés, ayant juridiction quasi-épiscopale, aux Dignitaires & Chanoines des Eglises Cathédrales, & autres personnes constituées en dignité Ecclesiastique en France, commission & pouvoir, avec mandement & injonction de fulminer & publier, au nom de Sa Sainteté & du St. Siege, lesdites deux Bulles, soit ensemble, soit deux, ou un d'entre eux, par eux mêmes ou leurs Subdélégués de ladite qualité, & d'envoyer le susdit Ordre de Malte ou ses fondés de pouvoirs, en possession réelle & canonique des biens, droits & revenus du susdit Ordre de Saint Antoine; que lesdites deux Bulles ont été autorisées & confirmées par les Lettres Patentées du Roi, données à Versailles, du propre mouvement de Sa Majesté, le 30 Mai dernier aussi de la présente année, & adressées au Parlement de Paris, avec attribution de juridiction à la Grand'Chambre dudit Parlement, pour toutes les demandes qui pourroient être formées à l'occasion de l'exécution d'icelles & des Bulles susdites, où, sur le requisitoire de M. le Procureur Général en cette Cour, elles ont été enregistrées, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées par Arrêt du 20 Juin de ladite année, avec les mo-

5

324.

difications comprises audit Arrêt; & par lesquelles Lettres Pa-  
tentés le Roi considérant que l'Ordre de St. Antoine & ses  
biens sont répandus dans les différens Dioceſes du Royaume,  
qu'aucun des Evêques ne peut par lui ou les Vicaires Géné-  
raux, prononcer de son autorité Ordinaire, sur ledit Ordre  
entier, & que les usages de France & ses libertés ne permet-  
ment non-plus à aucun Evêque de se restreindre à la quali-  
té seule exclusive de Délégué du Saint Siege; que les Digni-  
taires & Chanoines des Eglises Cathédrales ne paroiffoient pas  
remplir des places assez relevées pour exécuter la commission  
dont il s'agit, eu égard sur-tout à son objet, bien supérieur  
aux affaires ordinaires & particulières, & d'une espece dif-  
férante; qu'elle pouvoit, par d'autres motifs, encore ne pas  
mieux convenir aux Abbés Réguliers ayant juridiction quasi-  
Episcopale; que d'ailleurs les deux Ordres de Malte & de St.  
Antoine étoient exemptis de la Jurisdiction ordinaire, & qu'é-  
tant hospitaliers l'un & l'autre, ils étoient, ainsi que leurs  
biens, plus particulièrement aussi sous l'inspection & protec-  
tion de Sa Majesté, elle a cru que l'exécution de la commission  
susdite ne pouvoit être mieux & plus convenablement remplie  
que par son Grand Aumônier, ou le Prélat de la premiere de  
ses Saintes-Chapelles, celle même qui est établie dans le Palais  
ou Siege de la premiere Cour Souveraine, à laquelle ont été  
adressées les Lettres Patentés & les Bulles susdites, & le Roi  
les a désignés & nommés en conséquence & à cet effet, par les-  
dites lettres duement enregistrées, sur quoi lesdits Députés,  
Commissaires & fondés des pouvoirs respectifs desdits deux  
Ordres, nous ont observé que l'état actuel d'infirmité absolue  
de Monseigneur le Grand Aumônier de France ne lui permet-  
tant pas de vaquer à la commission dont il s'agit, & la Bulle  
du 7 Mai dernier revêtue de toutes les formes requises, auto-  
risant les Commissaires de Sa Sainteté & du St. Siege à procé-  
der, ou plusieurs ensemble, ou un seul, & nous trouvant le  
seul en état de remplir les intentions des deux Puissances réu-  
nies, ils ont tout lieu d'espérer que nous voudrions bien faire  
la grace aux Ordres réunis de Malte & de St. Antoine, de ful-

322.

miner & publier les Bulles qui prononcent l'union & translation susdites , circonstances & dépendances. A CES CAUSES , requéroient lesdits Députés , Commissaires & fondés des pouvoirs respectifs desdits deux Ordres, qu'il nous plût, en acceptant la commission portée par la Bulle susdite du 7 Mai dernier de la présente année , & déférant à la désignation faite par les susdites Lettres Patentées du 30 du même mois & an , ( lesdites Bulles & Lettres Patentées avec l'Arrêt susdit d'enregistrement d'icelles du 20 Juin de ladite année , la Bulle susdite du 17 Décembre 1776 , & le Concordat ou Traité préalable passé par devant Notaires le 15 Avril 1775 , joints à leur Requête susdite ) , fulminer & publier lesdites Bulles , à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance; ordonner qu'elles feront , à la Requête des Suppliants & autres Parties intéressées , & par le premier Notaire Royal & Apostolique , de ce requis , notifiées avec notre Décret , à qui de droit , & en outre affichées par tout où besoin feroit , & d'envoyer ledit Ordre de Malte en possession réelle & canonique , aux termes desdites Bulles due-ment autorisées , de tous les biens , droits & revenus dudit Ordre de St. Antoine dans le Royaume , & donner pouvoir & mandement au premier Notaire Royal & Apostolique , sur ce requis , de mettre l'Ordre de Malte en ladite possession réelle & canonique ; la susdite Requête finée LE BAILLI D'ARGENTEUIL , Procureur Général de l'Ordre de Malte , CIBON , Secrétaire d'Ambassade dudit Ordre; MOLINE , Définiteur général & Commissaire de l'Ordre de St. Antoine ; SIMONNARD , Commissaire de l'Ordre de Saint Antoine , & DE LUCENAY , Commissaire de l'Ordre de Saint Antoine. Comme aussi , vu les pieces y jointes ; savoir , le Concordat ou le Traité préalable passé par devant Notaires entres les Députés & Commissaires desdits deux Ordres de Malte & de St. Antoine , le 15 Avril 1775 ; la Bulle de Notre Saint Pere le Pape Pie VI , donnée à Rome , à St. Pierre , le 17 Décembre 1776 ; l'autre Bulle du Saint Pere , donnée aussi à Rome , à St. Pierre , le 7 Mai de la présente année ; les Lettres Patentées du Roi , données à Versailles le 30 du mois de Mai dernier , approbatives & confirma-

tives desdites Bulles , & l'Arrêt d'enregistrement d'icelles , du  
 20 Juin dernier ; le Saint Nom de Dieu invoqué , après avoir  
 accepté avec respect la commission donnée par ladite Bulle du  
 7 Mai dernier , & déferant , tant la désignation portée par les-  
 dites Lettres Patentées du 30 Mai dernier , qu'aux motifs ex-  
 posés dans ladite Requête , Nous , en vertu de l'autorité délé-  
 guée par notre dit Saint-Pere le Pape , & de celle du St. Siege  
 Apostolique , avons fulminé & publié , fulminons & publions  
 lesdites deux Bulles du 17 Décembre 1776 , & 7 Mai de la pré-  
 sente année , à ce que personne n'en prétende cause d'igno-  
 rance , & pour être exécutées dans tout le Royaume , sui-  
 vant leur forme & teneur , sortir en icelui leur plein & entier  
 effet , aux termes des Lettres Patentées du 30 dudit mois de Mai ,  
 & de l'Arrêt d'enregistrement d'icelles du 20 Juin aussi der-  
 nier , & être à la Requête desdits deux Ordres unis de Malte  
 & de St. Antoine , ou de celui de Malte seulement , & autres  
 Parties intéressées , par le premier Notaire Royal & Apostoli-  
 que sur ce requis , notifiées avec lesdites Lettres Patentées , Ar-  
 rêt d'enregistrement d'icelles , & notre présent Décret à qui  
 de droit , & en outre affichées par-tout où besoin feroit ; com-  
 me aussi , nous avons envoyé & envoyons l'Ordre de Malte en  
 possession réelle & canonique de tous les biens , droits & reve-  
 nus de celui de St. Antoine , pour en jouir aux termes des Bul-  
 les , Lettres Patentées & Arrêts d'enregistrement susdits ; & en  
 conséquence , donnons pouvoir & mandement au premier No-  
 taire Royal & Apostolique sur ce requis , de mettre l'Ordre  
 de Malte en ladite possession réelle & canonique , suivant les  
 formes usitées. DONNE à Paris , en notre Hôtel de la Trésorie ,  
 Cour du Palais , le trois Juillet mil sept cent soixante-dix-  
 sept , sous notre Seing , le Sceau de nos armes , & le contre-  
 Seing de notre Secrétaire. Signé , NICOLAS DE VICHY  
 CHAMRON , Trésorier de la Sainte-Chapelle. Plus bas ; Par  
 Monseigneur le Trésorier , TISSET , Secrétaire.

*Collationné par Nous , Ecuyer , Secrétaire du Roi , Mai-  
 son-Couronne de France & de ses Finances.*

BOSCHERON.

## TRAITE' PRE'ALABLE

*PASSE' entre l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem & l'Ordre Hospitalier de Saint Antoine de Viennois.*

**P**AR DEVANT les Conseillers du Roi , Notaires au Châtelet de Paris , furent présens son Excellence Monseigneur CLAUDE DE SAINT-SIMON , Bailli de Saint-Simon , Chevalier , Grand-Croix de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem , ci-devant Général des Escadres dudit Ordre , & son Ambassadeur extraordinaire près du Roi des Deux-Siciles , Commandeur des Commanderies de Boncourt , Oisemont , Saint Etienne de Renneville & la Romagne , Ambassadeur extraordinaire de Malte , près de Sa Majesté , demeurant à Paris en son Hôtel , rue Montmartre , Paroisse Saint Eustache ; Religieux , Seigneur , Frere LEON - HYACINTHE LINGIER , Chevalier de Saint Sulpice , ci-devant Capitaine des Galères dudit Ordre , Commandeur des Commanderies de Fretay & d'Artins , demeurant à Paris , Hôtel de Tours , rue du Paon , Paroisse Saint Côme , Commissaires nommés par son Altesse Eminentissime Monseigneur le Grand Maître & son sacré Conseil , pour travailler , sous le bon plaisir & l'autorisation des deux Puissances , à la réunion de l'Ordre hospitalier de St. Antoine de Viennois avec celui de Malte , suivant leur Décret du 19 Décembre 1774 , d'une part : Messire JEAN-MARIE MOLINE , Chanoine Régulier & Définiteur Général de l'Ordre hospitalier de St. Antoine de Viennois , Docteur en Théologie ; Messire HIPOLITHE SIMONARD , aussi Chanoine Régulier , & chargé des affaires dudit Ordre au Parlement de Dauphiné ; & Messire BENOIST DE LUCENAY , aussi Chanoine dudit Ordre , & Procureur-Syndic de la maison de St. Antoine de Paris , tous demeurans à Paris , en leur-dite maison de St. Antoine , rue St. Antoine , Paroisse S. Paul , Députés à l'effet ci-dessus par le Chapitre général dudit Ordre ,

suivant

MORINOT

9

323.

Suivant sa Délibération du 25 Octobre de l'année dernière ;  
d'autre part : lesquels considérant , savoir , Messieurs les Dépu-  
tés dudit Ordre de St. Antoine , que ledit Ordre établi en 1095  
par les illustres Fondateurs Gaston & Guerin , qui consacre-  
rent en même-temps leurs biens & leurs personnes au secours  
& au service des pauvres malades attaqués du mal connu sous  
la dénomination particulière de *feu sacré ou feu de Saint An-  
toine* , ne fut d'abord qu'une société pieuse composée de quel-  
ques Gentilshommes Dauphinois , dont le zèle & les vertus  
eurent bientôt un grand nombre d'imitateurs , tant dans le  
Dauphiné que dans plusieurs autres pays de la France & de  
l'Europe ; que cette société distinguée , comme celle des autres  
Ordres hospitaliers , par un habillement particulier , & un *Tau*  
de couleur bleue sur l'habit & le manteau , en émail & à la ma-  
niere des Chevaliers , ayant été approuvée par Urbain Deux ,  
dans le Concile tenu par ce Pape à Clermont en Auvergne ,  
sur la fin de ladite année 1095 , où il leur fut accordé différens  
Privileges ; Honoré III en 1218 , l'ériga en Ordre Religieux  
hospitalier , & permit à tous les Freres d'ajouter au premier  
but de l'institution de leur Ordre , les trois vœux ordinaires de  
Religion ; que cet Ordre subsista ainsi , ayant pour chef un  
Grand Maître jusqu'en 1297; époque à laquelle Boniface VIII  
transforma la maison magistrale & prieurale en Abbaye , chef  
d'Ordre , & ajoutant à la règle primitive la pratique de celle  
de St Augustin , voulut que les Religieux hospitaliers de St.  
Antoine fussent en outre Chanoines Réguliers ; que cette der-  
niere qualité ne peut d'abord convenir qu'à ceux des Religieux  
de St. Antoine qui étoient Ecclésiastiques ; que l'Ordre devoit  
en conséquence être perpétuellement composé de Chanoines  
Réguliers , non clercs , ainsi que le mélange se remarque dans  
l'Ordre de Malthe , & plusieurs autres Ordres , à la différence  
que ceux-ci ont pour chef un Religieux laï , & celui de St. An-  
toine un Religieux ecclésiastique ; mais que le nombre des  
Chanoines Réguliers étant insensiblement devenu la plus consi-  
déable & la partie la plus active & la plus puissante , l'autre  
s'est tellement anéantie , que néanmoins les dépendances de

cet Ordre ont continué à être les mêmes ; savoir , des Commanderies qui , dans le commencement , comme dans le moyen âge de l'Ordre de St. Antoine , pouvoient être également possédées par tous les Religieux , & des Bénéfices- Cures ou non Cures , dont la desserte & la possession ont été réservées aux Chanoines Réguliers ; que cet Ordre ayant éprouvé dans l'administration de ses biens & la jouissance de ses revenus , les mêmes révolutions que l'on a vues dans presque tous les Ordres Réguliers , & dans le Clergé même Séculier , une réforme faite sous les auspices du Roi Louis XIII , en 1634 , abolit les jouissances privées & indépendantes ; que c'est ainsi que l'Ordre de St. Antoine a subsisté en France & dans d'autres pays depuis cette réforme jusqu'à l'Edit du mois de Mars 1768 , dans lequel le feu Roi Louis XV , annonce le désir qu'avoit Sa Majesté de ranimer dans tous les Ordres Religieux , par des constitutions corrigées ou renouvelées , *la ferveur de leur institution primitive* ; que les défenses qui avoient été faites dans des circonstances particulières à l'Ordre de St. Antoine , de recevoir des Novices & d'admettre des Etrangers , n'ont pas moins contribué à son dépréisement , & que le nombre trop peu considérable de ceux qui restoient , ne lui ayant pas permis de remplir ses obligations dans toute leur étendue , & dans tous ses établissemens , il s'est vu dans l'indispensable nécessité , pour éviter son anéantissement insensible , d'opter entre son extinction & la sécularisation , ou la réunion à un autre Ordre ; & que dans son dernier Chapitre général , le Commissaire du Roi ayant laissé , de la part de Sa Majesté , à tous les Profès de cet Ordre assemblés , la liberté d'opiner & de prendre tel parti qu'ils aviseroient ; voués à la vie régulière , & pénétrés de respect pour les engagemens qu'ils ont librement contractés , ils n'ont pas hésité à préférer unanimément la réunion à la sécularisation ; & l'Ordre de Malte étant de tous les Ordres réguliers celui avec lequel l'Ordre de St. Antoine a , à tous égards , l'analogie la plus marquée , le Corps & tous les membres ont accédé aux dispositions qui leur avoient été annoncées de la part de cet ordre , d'abord par feu M. le Bailli de Fleury ,

son Ambassadeur , ensuite par M. le Chevalier d'Argenteuil ,  
 Procureur Général au grand Prieuré de France , & chargé ,  
 par *interim* , des affaires , enfin qui leur sont réitérées par les-  
 dits Seigneurs Commissaires dudit Ordre , que l'Ordre de St.  
 Antoine regarde la réunion projetée comme conforme aux  
 vues & aux principes fondamentaux de l'Edit du mois de Mars  
 1768 , dont l'effet fera de consommer le retour à l'institution  
 primitive , & de remettre les choses dans le même état absolu-  
 ment où elles étoient avant le changement opéré par la Bulle  
 de Boniface VIII , de maniere que l'Ordre de St. Antoine se  
 trouvera en quelque sorte régénéré ; que les biens de cet Ordre ,  
 qui n'a pas cessé d'être hospitalier , & dont la destination ori-  
 ginaire est invariable , seront incorporés avec ceux d'un Ordre  
 hospitalier ; que les uns & les autres sont d'autant plus propres  
 à former une même masse & un seul patrimoine , que dans cha-  
 que Ordre il y en a qui sont réservés aux Religieux ecclésiasti-  
 ques , & d'autres qui peuvent être possédés indifféremment par  
 tous les Religieux ; que l'hospitalité est leur devoir commun ,  
 & qu'elle continuera d'être exercée suivant qu'elle a été insti-  
 tuée dans chaque établissement ; que l'Abbaye de St. Antoine ,  
 revenant à son premier état de commanderie avec conventualité ,  
 les Profès de cet Ordre quittant la qualité de Chanoines  
 Réguliers pour prendre celle de Chapelains conventuels , re-  
 viendront ainsi , pour ainsi dire , à leur état primitif comme  
 ecclésiastiques , & que les trois vœux de Religion subsistant les  
 mêmes au fond , la réunion n'opérera , à l'égard des Religieux  
 de St. Antoine , qu'une espece de translation , qu'un bref ,  
 avec réduction du temps du Noviciat , pourroit opérer ; que les  
 Religieux ont d'ailleurs observé qu'en rendant d'un côté au  
 Clergé séculier les Cures qui appartenoient à leur Ordre , &  
 que ses membres desservoient comme Chanoines Réguliers ,  
 soit qu'elles leur eussent été données , soit qu'elles se fussent  
 formées dans leurs établissemens , & de l'autre en unissant leurs  
 biens à ceux de l'Ordre de Malte , avec la charge des imposi-  
 tions du Clergé auxquelles les biens dudit Ordre de St. Antoi-  
 ne sont assujettis ; ce feroit , sur le premier point , completer

par la réunion de cet Ordre , le retour au droit commun & primitif , qui laisse à la libre disposition des Evêques les bénéfices à charge d'âmes ; & sur le second , se guider par les principes du droit , qui veulent que les fonds & droits immobiliers passent avec leurs charges des mains de l'ancien propriétaire dans celles du nouveau ; que les règles de la justice & de l'équité seroient ainsi remplies à tous les égards ; enfin , que si les Religieux de St. Antoine perdent , en changeant d'état régulier , l'aptitude à posséder des Cures & des places dans les Chapitres de l'Ordre de St. Augustin , elle sera remplacée par une aptitude semblable dans l'Ordre de Malte , & que réunis à un Ordre dont les différens membres sont également utiles , non-seulement à l'Eglise & aux Etats dans lesquels ils résident , mais à toute la chrétienté , ils participeront aux services de cet Ordre , substitués & équivalens à leur égard à ceux dont ils étoient & pouvoient être tenus comme Chanoines Réguliers ; que d'après ces différentes considérations qui donnent le fondement le plus légitime à la réunion projetée , il ne s'agissoit plus que de passer l'acte que les Canonistes appellent *le traité préalable* , & d'y regler les intérêts respectifs des deux Ordres & les accessoires de cette réunion , de maniere qu'autorisée par les deux Puissances , elle ait une exécution aussi juste que paisible , ce qui étant reconnu per lesdits Seigneurs Commissaires de l'Ordre de Malte , les Parties ont arrêté & traité ainsi qu'il s'ensuit .

Que pour perpétuer & maintenir le nom & les obligations de l'Ordre de St. Antoine , celui de Malte s'engage , 1<sup>o</sup>. D'ajouter aux qualités d'Ordre de St. Jean de Jerusalem & du St. Sépulchre , celle de St. Antoine de Viennois , & d'en joindre les armoiries aux siennes . 2<sup>o</sup>. D'admettre le Révérendissime Abbé général dudit Ordre parmi les Grands-Croix de celui de Malte , & tous les membres qui le composent , dans la classe des Chapelains conventuels , avec la faculté d'en porter la décoration & de jouir de tous les avantages , honneurs , priviléges & prérogatives dont ceux-ci ont droit de jouir dans l'Ordre de Malte , à compter du jour de la réunion des deux Or-

dres : bien entendu que l'ancienneté respective des membres de celui de St. Antoine sera réglée parmi eux suivant le temps de leur réception , à l'effet d'avoir droit à leur tour aux Commanderies.

L'Ordre de Malte s'oblige encore d'exercer l'hospitalité telle qu'elle est prescrite par les Statuts de l'Ordre de St. Antoine , & d'acquitter en général & en particulier toutes les foundations dont celui-ci est chargé , lesquelles seront données à remplir de préférence aux membres de St. Antoine avec la rétribution pour ce convenable.

En l'honneur de la précieuse relique de St. Antoine exposée dans l'Eglise du chef-lieu à la vénération des fideles , l'Ordre de Malte y établira à perpétuité un Chapitre composé d'un nombre suffisant de Chapelains conventuels , parmi lesquels il en sera choisi un avec la dénomination & qualité de Prieur chefcier pour y présider & veiller par lui-même , ou par ses préposés , à ce que le service de l'hôpital qui y est actuellement établi soit fait avec les soins qu'un pareil devoir exige , & qu'ainsi l'établissement de St. Antoine de Viennois sera conservé & maintenu sur un pied honorable , pour donner à la Province de Dauphiné des preuves non équivoques du désir qu'ont les deux Ordres d'aller au devant de ce qui peut lui être avantageux & agréable. A l'effet de quoi Sa Sainteté sera très-humblement suppliée , en remettant les choses à cet égard dans leur état primitif , de supprimer le titre de l'Abbaye établi par Boniface VIII , en 1297 , pour y rétablir une Commanderie avec une place de Prieur , lequel présidera , comme il est dit ci-dessus , lesdits Chapelains conventuels. En outre il sera libre à chacun des Messieurs de St. Antoine de fixer leur demeure dans ledit chef-lieu , où ils auront un logement gratuit , indépendamment du traitement qui leur sera assigné.

Après avoir ainsi pourvu , autant que les lumières & les connaissances qu'on a pu se procurer , l'ont permis , à toutes les obligations spirituelles dont l'Ordre de St. Antoine est chargé , & avoir fixé l'état & le rang de ses membres dans celui de Malte , il ne paraît ni moins juste ni moins nécessaire de s'occuper

de leur subsistance ; en conséquence les deux Ordres sont convenus de ce qui suit.

## ARTICLE PREMIER.

Qu'il sera assigné au Révérendissime Abbé général , en considération de son caractère & de son rang , une pension annuelle & viagere de douze mille livres , sans aucune retenue , hypothiquée sur les biens des deux Ordres , & en outre la jouissance sa vie durant de la maison de Balan & ses dépendances , ainsi que celle de sa chapelle & de sa bibliothèque , bien entendu que les réparations locatives seront à sa charge.

## ART. II.

Au plus ancien de profession présent & à venir de l'Ordre de St. Antoine , une pension annuelle & viagere de deux mille livres ; à chacun des autres membres qui auront atteint , ou atterront dans la suite l'age de cinquante ans , celle quinze cents livres ; & à tous ceux au-dessous de cet âge , celle de douze cents livres ; lesquelles pensions , payables sans aucune retenue , seront également hypothiquées sur les biens des deux Ordres.

## ART. III.

A l'égard des Bénéficiers de St. Antoine dont les bénéfices font à charge d'ames & étrangers à l'Ordre , quoique celui de Malthe , en se subrogeant à ce dernier , ne soit tenu envers eux de pourvoir à leur subsistance que dans le cas où ils abandonneroient leurs bénéfices , l'Ordre de Malte voulant cependant les traiter favorablement , & avoir égard aux représentations de Messieurs les Députés susdits de St. Antoine à ce sujet , consent à leur accorder à chacun d'eux une pension viagere de six cents livres , en leur assurant toutefois la jouissance de la pension entière , ci-dessus énoncée , dans le cas où ils se démettroient de leurs bénéfices.

## A R T. I V.

Quant à ceux dudit Ordre de St. Antoine qui desservent actuellement les Cures qui en dépendent , ils seront libres de conserver la possession & desserte desdites Cures , après qu'ils seront devenus Chapelains conventuels de l'Ordre de Malte , sans pouvoir en être retirés que pour les causes & avec les formes prescrites par les Ordonnances du Royaume , & leur décès ou leur démission arrivant, la pleine disposition desdites Cures & bénéfices à charge d'ames restera aux Ordinaires des lieux , chacun en droit soi , à la charge par l'Ordre de Malte de payer aux Curés séculiers qui seront pourvus par lesdits Ordinaires , ainsi qu'à leurs Vicaires , lorsqu'il y aura lieu , la portion congrue ; ainsi & pour les causes marquées par les Déclaration de 1686 , & fixée par l'Edit du mois de Mars 1768 . A l'égard des profès dudit Ordre de St. Antoine qui possèdent des Cures , ou autres bénéfices quelconques , dépendans d'autres Ordres ou congrégations sous la regle de St. Augustin ; Sa Sainteté sera très-humblement suppliée de leur en conserver le titre & la possession , soit par de nouvelles provisions avec dispenses , soit en convertissant leurs provisions actuelles en commande ou autrement.

## A R T. V.

Au Doyen actuel des freres convers dudit Ordre , en considération de ses longs services une pension viagere de huit cents livres ; à chacun des autres qui auront atteint l'âge de soixante ans , celle de sept cents livres ; & à ceux au-dessous de cet âge , celle de six cents livres , avec la faculté d'être logés au chef-lieu.

## A R T. VI.

Aux deux freres donnés , dont l'un est attaché au service de l'Eglise de Trois-Epis , & l'autre à la maison de Lyon , une pension viagere à chacun de six cents livres , & une de cent cinquante au nommé Paul Bouvier reçu dans cette classe depuis peu de temps.

## A R T. VII.

Toutes les pensions dont il vient d'être fait mention dans les

*Nota.* Après la rédaction de ce concordat , MM. les Commissaires de l'Ordre de Malte ont ajouté aux dispositions du présent article , que les Messieurs de Saint Antoine qui resteront chargés de la desserte des Cures de leur Ordre , jouiront de la portion congrue que celui de Malte paye à ses Curés , sans diminution de la pension stipulée à l'article deux.

articles ci-dessus seront payables par quartier dans celles des six recettes générales de l'Ordre de Malte , à Marseille , Toulouse , Lyon , Paris , Poitiers & Toul , que les membres de l'Ordre de St. Antoine jugeront à propos de choisir.

#### A R T. VIII.

Il a été arrêté que pour procurer à Messieurs de St. Antoine toutes les facilités possibles pour leur déplacement , il sera payé à chacun d'eux la somme de six cents livres , dès que la réunion des deux Ordres sera consolidée par le concours des deux puissances , indépendamment de la susdite pension qui sera par eux perçue à l'échéance de chaque quartier ; c'est-à-dire , de trois mois en trois mois , à compter de la susdite époque .

#### A R T. IX.

Par une suite des dispositions de l'article ci-dessus , l'Ordre de Malte consent que tous les meubles contenus dans les maisons de celui de St. Antoine seront distribués parmi les membres qui le composent , & qu'il n'en sera réservé que les objets suivans ; savoir , tous les effets de sacristie , les bibliothèques dans l'état où elles se trouvent , & généralement tous les instruments , outils , & ustensiles propres à faire valoir les terres , les châtel s & bestiaux , les cuves , pressoirs & vases vinaires propres à contenir les récoltes annuelles de vin , lesquel effets appartiendront à l'Ordre de Malte .

#### A R T. X.

Au moyen de toutes les conditions ci-dessus , l'Ordre de St. Antoine , toujours sous le bon plaisir & l'autorité des deux puissances , céde & transporte à celui de Malte tous les biens , droits , noms , raisons & actions , rescindans & rescisloires qui lui appartiennent , & dont il jouit ou doit jouir , soit en fonds , en immeubles , domaines , seigneuries , rentes actives , foncier es ou constituées , biens & droits généralement quelconques ; l'Ordre de Malte se chargeant de toutes les hypothèques , rentes passives , foncier es ou constituées , & dont l'Ordre de Saint Antoine se trouveroit grevé au moment de la réunion .

#### A R T. XI.

Le commissaire que l'Ordre de Malte nomméra pour prendre

dre possession desdits biens , procédera avec les administrateurs de chaque maison de St. Antoine , à la fixation de la portion du revenu échue à cette époque qui appartiendra à chacune desdites maisons , sur laquelle portion seront prélevées leurs dépenses particulières ; & dans le cas où elles auroient des dettes actives provenant d'arrérages ou d'avances faites aux fermiers , l'Ordre de Malte , au profit duquel elles retourneroient , s'oblige de les rembourser.

#### A R T. X I I.

Les titulaires actuels des deux Commanderies de Rufsey & de Perpignan appartenantes à l'Ordre de St Antoine , continueront d'en jouir leur vie durant , indépendamment de la pension stipulée dans l'article II ci-dessus , à la charge par eux d'en acquitter les fondations , de réparer les bâtimens , d'entretenir les fonds , & de se soumettre pour ces objets aux visites & réglemens de l'Ordre de Malte ; à l'effet de quoi les susdites deux Commanderies , ainsi que les autres établissemens provenans du susdit Ordre de St. Antoine , seront & demeureront compris & classés dans chacun des grands Prieurés de l'Ordre , dans les limites duquel ils sont situés.

#### A R T. X I I I.

Tous les biens & droits provenans de l'Ordre de St. Antoine , en conséquence de la réunion dont il s'agit , demeureront sujets à l'avenir aux impositions du Clergé , comme ils ont été jusqu'à présent dans chacun des Diocèses où ils ont été respectivement situés , & sans préjudice au surplus de l'exécution pleine & entière des transactions passées avec le Clergé de France pour les biens acquis à l'Ordre de Malte antérieurement à l'époque de la présente réunion.

#### A R T. X I V.

Les articles ci-dessus ont été arrêtés & convenus pour déterminer & fixer les intérêts & arrangemens respectifs des deux Ordres , le tout dans l'espérance & sous la condition de l'autorisation & d'approbation de Notre St. Pere le Pape , & du St. Siege , & de l'approbation & confirmation , tant de Sa Majesté le Roi de France , que des autres Puissances , dans les états

*Nota.* Il a été ajouté aux dispositions de cet article , que les Commanderies de Rufsey & de Perpignan , vacantes par mort ou par démission des Titulaires actuels , seront conférées aux mêmes conditions aux Chanoines de St. Antoine , devenus Chapelains conventuels , exclusivement tous autres , jusqu'au dernier survivant ; que le choix en appartiendra au Grand-Maître de l'Ordre de Malte , comme il appartenait ci-devant à M. l'Abbé général de l'Ordre de St. Antoine , lequel , en conséquence , sera maintenu , sa vie durant , dans l'exercice du droit de nomination aux susdites deux Commanderies , le cas y échéant.

desquels l'Ordre de St. Antoine a des établissemens , des biens , & des droits quelconques . Car ainsi a été convenu & arrêté entre lesdits Seigneurs Commissaires de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem , & lesdits Sieurs Députés de l'Ordre de St. Antoine de Viennois , qui ont élu domicile en leurs demeures susdites ; auxquels lieux , nonobstant , promettant , obligeant , renonçant . FAIT & passé à Paris , en l'Hôtel de ladite Excellence Monseigneur le Bailli de Saint-Simon sus désigné l'an 1775 , le 15 Avril , & ont signé la minute des Présentes demeurée à M<sup>e</sup>. Bronod , l'un des Notaires soussignés .

MAIGRET. BRONOT.

*Collationné à l'original par Nous Ecuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison-Couronne de France, & de ses Finances.*

BOSCHERON.

## PRIMA BULLA

PII SEXTI , de unione Ordinis Sancti Antonii Viennensis Ordini Sti. Joannis Hierosolimitani.

Datum Romæ , anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo septuagesimo sexto , sexto-decimo calendas Januarii .

**P**IUS Episcopus , Servus Servorum Dei , ad perpetuam rei memoriam . Rerum humanarum conditio quandoquè ferre solet ut quæ omnium votis magnoperè expetita olim fuerant & prosperè adaucta , eò tamen declinare sensim perspiciantur , ut nisi validum suppeditetur auxilium , in descrimen adducantur : id sanè contingere intelleximus per antiquo regulari ordinis , cui summa cura est , præter aliarum virtutum exercitium , charitatem , quæ major est cæteris , egenis & pauperibus impendere ; ne autem ob passas vicissitudines , deficiente

institutione , desit & pauperibus subsidium ; supremi cui im<sup>2</sup>  
meritò præsumus apostolatùs munera interest ad Christi Eccle-  
siam benè gerendam , illum paterno fovere studio , atque ope-  
ræ pretium esse duximus ordinem ipsum aliis ferè similibus ,  
ubi non desunt , adjungere , ut eximior sit charitas , eaque in  
christianâ Republicâ etiàm atque etiàm efflorescat.

Cùm itaqùe sicut nuper accepimus , Ordo hospitalis Sancti Antonii , de Sancto Antonio denominatus , qui usqùe ab anno reparatæ salutis humanæ M. CXCV , sub Urbano secundo prædecessore nostro , sumpsit initium , quamvis summoperè auctus , & aliorum prædecessorum nostrorum privilegiis amplissimis donatus , ubiqùe in pretio habitus fuerit , ac erga pauperes infirmos præsertim igne Sancti Antonii fauciatos in nosocomiis ad id institutis eximiæ charitatis exhibuerit opera , nihilominus postremis hisce temporibus decrescente hominum erga ordinem ipsum studio , ac devotionis affectu , paulatim ita noscitur imminutus , ut tunc ex bis centum & septem decim illius professoribus presbyteris , & tredecim inter conversos & donatos , ut vocant , tantummodo constaret ; modò verò , aliquorum secuto ab humanis decessu , ducenti ac undecim presbyteri , & unus supra decem , similes conversi & donati superstites recenseantur , quorum plures proiectam ac senilem assecuti fuerunt aetatem . Siquidem præter minores domos & adjacen-  
tias unum supra triginta incolere tenentur ipsius ordinis Mo-  
nasteria , ex quibus viginti-sex in charissimi in Christo filii nostri Ludovici Galliarum Regis christianissimi regnis , intra quæ idem ordo latius noscitur diffusus , enumerantur : illisque præ-  
est Viennense Monasterium , quod caput est ordinis , ibique generalis Abbas sedem habet . Duo verò in dominiis extant charissimi etiàm in Christo filii nostri Victoris Amedei Sardiniae regis illustris , ac demum unum Romæ , cui Prioratus ejusdem ordinis in civitate Sarnensi situs annexus reperitur : alte-  
rum in civitate nostrâ Avenionensi , & reliquum in loco de Valreas , in nostro pariter Venasino comitatu sita sunt . Cimi-  
que ejusdem ordinis alumni ad deserviendum hospitalibus ,  
aliaque munera obeunda numero impares se esse agnoscerent ,

in eorum generalibus comitiis die vigesimâ-quintâ Octobris  
1774 coactis , res maturius inter ipsos perpensa fuit , & potius  
quam præstolari extinctionem , salubrius ipsis visum fuit consi-  
lium ordini militari Sancti Joannis Hierosolimitani qui hospita-  
litatem iidem profitetur se se addicere : antequam autem apo-  
stolicæ Sedis autoritatem implorarent , propositam eorum dedi-  
tionem tunc existenti magno Magistro ordinis Hierosolomitani  
obtulere ; quo expetitæ unioni morem gerente , per Commissa-  
rios utrinquè selectos , sequentes conventiones septemdecim  
articulis contentæ initæ fuerunt : videlicet :

Primum : Quod religiosi Sancti Antonii Viennensis pertran-  
seant in religionem Sancti Joannis Hierosolimitani , illiusque  
præsens Abbas generalis recenseatur inter magnas Cruces : re-  
liqui verò inter Fratres capellanos conventuales , gestentque  
respectivè ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani velles & in-  
signia , ac à die pœnitæ translationis , unionis , & incorpora-  
tionis gaudeant omnibus honoribus , commodis , privilegiis ,  
prærogativis & facultatibus quibus religiosi Sancti Joannis  
Hierosolomitani perfruuntur ; cum hoc tamen quod eorum an-  
cianitas ad effectum optionis ad commendas inter eosdem re-  
guletur & decurrat à die quo ipsi in religione Sancti Antonii  
fuerit recepti .

Secundum : Quod omnia bona , jura , nomina debitorum ;  
rationes & actiones , quæcumque feuda , dominia , redditus ,  
jurisdictiones , unà cum debitib⁹ & oneribus religioni Sancti  
Antonii ad præsens & in futurum pertinentes , & quibus reli-  
gioosi Sancti Antonii nunc gaudent aut in posterum gaudere  
possent , pleno jure ad religionem Sancti Joannis Hierosolimi-  
tani pertranseant , eique perpetuò sint & acquirantur .

Tertium : Quod ut religionis Sancti Antonii memoria serve-  
tur , ejus stemma seu signum stemmati religionis Sancti Joan-  
nis Hierosolimitani adjungatur .

Quartum : Quod in domibus , ecclesiis , commendis , locis  
& bonis religionis Sancti Antonii post prædictam transla-  
tionem , unionem & incorporationem retineatur , & exerceatur  
hospitalitas secundùm ejusdem ordinis statuta ; ac adimplean-

tur legata , fundationes , aliaque onera quæ dictis domibus ;  
commendis , ecclesiis , locis & bonis infixis ; atque in horum  
omnium adimplementum & executionem prædicti religiosi  
Sanceti Antonii in religiosos seu capellanos conventuales Sanceti  
Joannis Hierosolimitani translati , sint præferendi ,

Quintum : Quod in honorem insignis Reliquiæ Sanceti Antonii quæ servatur & colitur in Abbatia in Delphinatu existentis , quæ caput est religionis , & quæ post unionem & incorporationem restituetur ad statum commendæ prout erat antiquitus & ante constitutiones Bonifacii VIII , in perpetuum constituant Capitulum seu Collegium ex sufficienti capellanorum conventionalium numero compositum , eique præponatur Prior qui per se vel substitutos , Ecclesiæ servitio & decori incumbat ; curetque ut debitâ diligentia & charitate , hospitale & infirmi in eo recipiendi pertractentur ; quodque liceat omnibus religiosis Sanceti Antonii in eadem Abbatia seu Commendâ residere , & honestam habere habitationem independenter à congruâ eis assignandâ & mox recensendâ .

Sextum : Quod Abbat generali suæ qualitatis & characteris intuitu pro congruâ & honestâ ejus substantiatione liberè subministrentur singulis annis , suâ vitâ naturali durante , libræ duodecim mille ex redditibus utriusque religionis , & insuper concedatur domus de Balan cum suis dependentiis , & usus capellanæ & bibliothecæ ; sed remaneant ipsius oneri expensæ necessariæ pro illarum conservatione & reparationibus .

Septimum : Quod pariter ex redditibus & proventibus utriusque religionis seniori seu ætate majori pro tempore religiosorum Sanceti Antonii post prædictam translationem ; unionem & incorporationem pro ejus congruâ substantiatione assignentur libra duo mille : aliis verò religiosis jam constitutis in ætate annorum quinquaginta , aut qui ad eamdem pervenient , libræ mille & quinginta ; & demum reliquis ætate minoribus , mille & ducentæ libræ quoquè singulis annis , eorum vitâ naturali durante , persolvantur .

Octavum : Quod quamvis religiosis illis Sanceti Antonii qui beneficia possident curam animarum habentia , & ad ipsam re-

338

ligionem Sancti Antonii non pertinentia , Religio Sancti Joannis Hierusalem in illius locum & jura subrogata , nihil subministrare teneretur ; attamen titulo congruae manutentionis , iisdem administrentur annuae libræ sexcenta quoad vivant , & quantum beneficia quæ possident , dimittant , integra pensio , eodem modo & formâ quo aliis religiosis fuit assignata.

Nonum : Quod religiosi Sancti Antonii qui actu inserviunt parochiis seu curis dependentibus ab eorum religione , ea retinere possint , etiam postquam translati ad ordinem Sancti Joannis Hierosolimitani Fratres capellani conventuales evaserint ; ita tamen ut post illorum mortem aut dimissionem antedictæ parochiæ , seu beneficia curata remaneant liberæ collationis , valeantque de iis disponere Ordinarii ; siveque oneri religionis Sancti Joannis Hierosolimitani parochis seu curatis congruam fructuum partem pro ipsorum substantiatione subministrare . Quoad verò religiosos Sancti Antonii qui actu possident beneficia curata , aut simplicia ab aliis ordinibus & congregationibus Sancti Augustini , ea pariter , donec vixerint , remaneant penes eosdem , ac impetrarentur ad hujus modi effectum , si quæ sint necessariae apostolicæ facultates & dispensationes .

Decimum : Quod Fratri converso ordinis Sancti Antonii qui est nunc decanus , diuturni ejus servitii intuitu , assignetur annua pensio librarum octogintarum quoad vivat ; aliis verò conversis in ætate sexaginta annorum constitutis , libræ septingenta ; ac iis qui juniores sunt , & dictam ætatem non attigerunt , libræ sexcenta , pariter eorum vitâ naturali durante , ac omnibus concedatur habitatio in Abbatia seu Commendâ quæ est ordinis caput .

Undecimum : Quod duobus fratribus donatis , quorum alter deservit ecclesiæ nuncupatæ de Trois-Epis , & alter ecclesiæ domus Lugduni , subministrantur pro quolibet eorum vitâ naturali durante annua pensio librarum sexcentarum , nec non alia similis pensio librarum centum quinquaginta , Paulo Bouvier recenter in numero Fratrum donatorum recepto .

Decimum secundum : Quod omnes suprà dictæ pensiones persolvantur in quatuor distinctis ratis , tertio quolibet mense

à sex receptoriis quas retinet religio Sancti Joannis Hierosolimitani , Parisiis , Lugduni , Massiliae , Tolosæ , Tuillii & Pietavii , atque id ad placitum ipsorum religiosorum Sancti Antonii , in alterâ ex iisdem receptoriis quæ ab iisdem fuerit electa .

Decimum tertium : Quod præter pensionem ut suprà assignatam & constitutam , solvantur quoque religiosis Sancti Antonii , pro unica vice , libræ sexcentæ , postquam translatio , unio & incorporatio prædicta perfecta fuerit , atque & pro itinere aliisque expensis ad locorum mutationem necessariis .

Decimum quartum : Quod mobilia omnia existentia in dominibus & mansionibus religionis Sancti Antonii distribuantur inter ejus religiosos , exceptis rebus ad sacristiam pertinentibus & bibliothecis quæ , in statu quo reperiuntur , pertranseant & acquirantur religiosis Sancti Joannis Hierosolimitani ; omnia instrumenta utilia , & ustensilia ad terrarum culturam destinata , prout quoque animalia , greges , torcularia , cuvæ & alia vasæ in quibus vinum servatur .

Decimum quintum : Quod Commissarii ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani deputati ut honorum , domorum & commendarum possessionem accipient , procedant cum Administratoribus singularum domorum Sancti Antonii ad fixationem & liquidationem portionis reddituum spectantium ad unam quamque domum , & ad illud usque tempus maturatorum , ac insuper ab iis deductis peculiaribus expensis , si adinvenirentur credita provenientia ex pensionibus affictuum aut ex subventionibus affictuariis præstitis , ordo Sancti Joannis Hierosolimiani , cuius commodo & emolumento cedent , teneatur ad ea restituenda .

Decimum sextum : Quod commendæ de Russæ & de Perpignan spectantes ad religionem , remaneant penè religiosos qui nunc illas retinent & possident , atque iisdem gaudeant ipsorum vitâ naturali durante , independenter & sine præjudicio pensionis , ut suprà , favore omnium religiosorum constitutæ , verùm eorum oneri sit adimplere onera & fundationes , legata exsolvere , ædes restaurare , & prædia servare ac custodire , atque ad hujusmodi effectum se submittent visitationibus & ordi-

nationibus Sancti Joannis Hierosolimitani , intra quorum limites sitæ reperiuntur.

Decimum septimum : Demùm quod bona omnia & jura quæ vigore toties dictæ religionis & incorporationis à religione Sancti Antonii ad religionem Sancti Joannis Hierosolimitani fuerint translata , remaneant subjecta ut priùs impositionibus Cleri in qualibet diœcesi in quâ existant , sine tamen præjudicio executionis & observantiæ transactionis inter prædictum Clerum & religionem Sancti Joannis Hierosolimitani , stipulatæ ante epocham præsentis unionis & incorporationis super bonis ab eadem religione Sancti Joannis Hierosolimitani acquisitis.

Porrectis deindè nobis , pro unione impetrandâ & conventionum hujus modi approbatione , utriusque ordinis supplicationibus , una simul epistola oblata nobis fuit ejusdem Ludovici Regis christianissimi qui sua vota ac preces ad impetrandam unionem interposuit ; nos autem ut consultò in re tanti momenti procederemus , die quintâ Junii anni proximè præteriti , particularem congregationem venerabilium Fratrum nostrorum Joannis Francisci Episcopi Ostien . & Veliternen . Albani nuncupati , sacri Collegii decani , ac Hieronymi Episcopi Prenestin . Spinola nuncupati , & delictorum filiorum nostrorum Caroli Victorii tituli Sanctæ Praxedis à Lanceis nuncupati ; ac Francisci Xaverii tituli Sancti Martini ad montes de Zeladâ nuncupati , Præsbyterorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinallium ; nec-non tunc agentis in humanis Benedicti ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis Veterani nuncupati , deputavimus ad effectum examinandi instantiam , & deinde nobis referendi . Ab hac autem congregatione postquam diu , perpensè ac seriò ad examen revocatæ fuere , nedum causæ quæ petitæ unioni favebant , sed etià difficultates & oppositiones quæ supervenerunt , ac demùm quæ essent conventiones inter partes initæ ; & an approbationem mererentur , die decimâ octavâ Julii proximè præteriti , iisdem Cardinalibus insimul congregatis , quoad monasteria in regnis ejusdem Regis christianissimi existentia unanimi eorum suffragio prodiit resolutio per hæc verba .

Pro

Pro gratiâ unionis in genere , & quoad modum ad dominum  
Cardinalem decanum cum Sanctissimo.

Integralm illicò ab eodem Joanne-Francisco Episcopo & Car-  
dinale totius negotii & exceptionum quæ deductæ fuerant re-  
lationem , ac futuram utilitatem postulatæ unionis excepimus &  
audivimus : interim nobis enixè oblatæ fuerunt preces cùm  
ejusdem Victoris Amedei Regis ad hoc ut de ambobus monas-  
teriis in ejus dominiis sitis rationem quoque haberemus , tum  
charissimi pariter in Christo filii nostri Ferdinandi , utriusque  
Siciliæ Regis illustris , qui in votis summoperè habebat ut præ-  
ceptoria ordinis ejusdem Sancti Antonii in civitate Neapolis  
quæ alumnis ipsius ordinis caret , quamvis jam pridem ab apos-  
tolicâ Sede in commendam concedi solita fuerit , nihilominus  
ordini illi Constantiniano cui idem Ferdinandus , Rex magnus ,  
asseritur magister , ut ex eâ Prioratus Constantiniani ordinis  
erigeretur ; annexeremus , magnique ponderis nobis expositæ  
rationes causam dedere , ut circa monasteria extra Galliarum  
regna existentia diversam agendi rationem habendam esse arbit-  
raremur. Nos igitur qui christianorum Principum votis , quan-  
tum in Domino possumus , obsecundare studemus , mente nos-  
trâ etiàm recensentes præclara & conspicua militarium ordi-  
num gesta , ac præcipue ordinis Hierosolimitani , quoniam il-  
lius milites , tum pro catholicae Reipublicæ deffensione labores  
& pericula constanter subeunt , tum animo ad pietatis & chari-  
tatis officia converso , humile piumque hospitalitatis ministre-  
rium præstare non omittunt , ac dilecto filio nostro nobili viro ,  
magno Hierosolimitani ordinis Magistro , adeò de supremo si-  
bi delato munere cum ordinis sui profectu benè merenti spe-  
cialem animi nostri significationem impertiri exoptantes , om-  
nesque & singulas personas quorum favorem præfentes nostræ  
litteræ concernent , à quibusvis excommunicationis , suspen-  
sionis & interdicti , aliisque ecclesiasticis sententiis , censuris  
& pœnis à jure vel ab homine , quâvis occasione vel causâ latis ,  
si quibus quoquomodolibet innodatæ existunt ad effectum præ-  
sentium tantum consequendum , harum serie absolventes & ab-  
solutas fore censentes .

342.

Juxta ipsius congregatiōnis sensum , imprimis quācumque unionem domūs seu præceptoriae Sancti Antonii de urbe , Monasterio & Mensæ abbatiali ejusdem Sancti Antonii de Sancto Antonio Viennense , à felicis recordationis Paulo P. P. tertio , prædecessore etiā nostro , ut accepimus , factam præsentium litterarum vigore penitus & omnino dissolvimus , illamque tollimus & abolemus , eaque dissolutā , præinsertas conventiones in articulis præmissis contentas de apostolicæ potestatis plenitidine harum serie , approbamus & confirmamus , atque illis inviolabilis firmitatis vim & robur adjicimus , atque ab ultra que parte futuris temporibus , in omnibus & singulis illarum articulis , & sub iisdem pactis & conditionibus observari ac exequi debere , nec ab eis recedi vel resiliri unquam posse decernimus , exceptis eis quibus specialiter à nobis providebitur , signanter quoad domum Sancti Antonii de urbe , & religiosos in eā commorantes .

Idecircō viginti-sex monasteria ordinis Sancti Antonii in totidem locis regnorum christianissimi Regis sita , nimirum , l'Abbaye & ses dépendances , Paris , Pont-à-Mousson , Besançon & Ammoniere , Isenheim , Toulouse , Châlons-sur-Saône , Strasbourg , Troyes , Pont-en-Royan , Trois-Epis , Saint-Marcellin , la Faucaudiere , Norges , Vienne , Clermont Ferrand , Reims , Rouen , Bar-le-Duc , Metz , la Lande , Lyon , Briey , Aubeterre , Pont-d'Aurat , Marseille , cum eorum omnibus membris , prandiis , fundis , dominiis ; propriétatibus , fructibus , redditibus , proventibus & bonis ac semoventibus bibliothecis , juribus & actionibus universis , nec non ecclēsiis , non tamen parochialibus ad ordinem Sancti Antonii hactenus spectantibus , unā cum earum sacris suppellestilibus ordini militari , ac etiā hospitali Sancti Joannis Hierosolimitani deinceps ut infrā denominando etiā apostolicā nostrā autoritate ipsarum tenore præsentium , ita perpetuo unimus , anneclimus & incorporamus , atque omnes & singulos ordinis Sancti Antonii hactenus alumnos qui in dictis regnis ac respectivè dominiis solemnem emiserint professionem , ad Hierosolimitanum ordinem , in gradu Fratrum capellano-

rum , pariter transferimus ; ut posthac & in perpetuum Hierosolimitani ordinis magnus Magister ordinibus sic unitis praesit , atque enuntiata viginti-sex Monasteria in dictis regnis existentia , omnes quoque & singuli usque modò , ordinis Sancti Antonii professores tanquam Fratres capellani servientes , ac personae in iisdem regnis existentes curae , gubernationi & jurisdictioni ipsius Hierosolimitani ordinis magni Magistri in omnibus & per omnia subsint , prout hactenus eorum Abbatii generali suberant , illique tanquam membra capiti obedient.

Præterea nomine Hierosolimitani ordinis magni Magistri , corporalem possessionem dictorum sex suprà viginti in Galliarum Regnis Monasteriorum hospitalium , Mansionum , aliorumque regularium locorum , non tamen parochialium ecclesiastarum per se vel alium , seu alias , autoritate à nobis , prout infrà impertiendâ , liberè apprehendendi & perpetuò retinendi fructus , atque redditus & proventus in utriusque ordinis opportunos & necessarios usus , & utilitatem convertendi licentiam concedimus & elargimur , cumque unionis hujusmodi vigore Sancti Joannis Hierosolimitani & Sancti Antonii ordines unum corpus efficiant , juxta præmissam conventionem , sub articulo tertio expressam , ac relationem resolutionis ejusdem particularis congregationis nobis factam statuimus , quod ut religionis Sancti Antonii memoria servetur , ejus stemma seu signum jam à felicis recordationis Bonifacio Papa VIII , etiam prædecessore nostro , per suas litteras apostolicas sub datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo-septimo , quinto decimo kalendas Junii , pontificatus sui anno tertio designatum & approbatum stemmati religionis Sancti Joannis Hierosolimitani adjungatur , atque insuper utriusque ordinis professores palam & publicè ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani ac Sancti Antonii denominentur & censeantur.

Porrò duo Monasteria in domibus ipsius Victorii Amedei Regis , unum Taurini , & alterum Camberiaci existentia , quoniam ipse ordinis Sanctorum Mauritii & Lazari qui etiam hospitalitatem profitetur , magnus est Magister , hujusque ordinis exoptat ampliationem , Taurinense videlicet præfato ordini

Sanctorum Mauritii & Lazari ; Camberiacense verò aut eidem Sanctorum Mauritii & Lazari , aut Sancti Joannis Hierosolimitani ordini , ad ipsius Victorii Amedei Regis libitum , firmā tamen remanente religiosorum ibidem degentium translatione , ad Hierosolimitanum ordinem , in gradu Fratrum capellano- rum qui , seu naturales subditi ejusdem Victorii Amedei Re- gis alimenta , ut infrà , ab eodem erunt percepturi , ac servatis infrà scriptis , autoritate præmissâ , perpetuò pariter unimus , anneximus & incorporamus.

Jam verò ad prescribenda otiera quæ post secutam unionem erunt respectivè subeunda , animum nostrum convertentes au- toritatis nostræ plenitudine præcipimus & mandamus , ut ubi- que , nedum in ecclesiis , divinus servetur cultus , & erga Sanc- tum Antonium populorum devotio foveatur , pia legata ac fun- dationes adimpleantur , sed etiàm , quod præcipuum est ac in præinsertis articulis pollicitum , omnia nosocomia seu hospita- lia haec tenus ad ordinem Sancti Antonii in enuntiatis locis spec- tantia ad ægrotos curandos & alendos destinata , præstantiori servata methodo , non quidem prout postremis hisce tempori- bus agebatur , sed juxta primævam ordinis Sancti Antonii ins- titutionem , & cum debito inservientium numero egenis ac pauperibus pateant , ac in illis perpetuò hospitalitas exerceatur , idque servari debeat non modo superstitibus , sed etiàm extinc- tis iis qui ordini Sancti Antonii ante præsentem unionem no- men dederant , quoniam Hierosolimitanus & respectivè Sanctorum Mauritii & Lazari militares ordines teneri debent ordini unito Sancti Antonii opem ferre in hospitalitatis actibus qui juxta primævam institutionem peragendi sunt , illis verò extinc- tis , ad ordinis Sancti Antonii onera & obligationes adstricū erunt ambo militares ordines , ne ex secutâ unione institutio- nis ratio violata vel læsa remaneat , aut christianæ reipublicæ detrimentum aliquod inferatur , ac demùm ad quæcumque alia onera , annuasque præstationes ac solutiones ad quas ordo Sancti Antonii ejusque Monasteria tenebantur , quas inter cum Monasterio Viennensi in Delphinatu , ejusque mensæ in actu suppressionis illius Commendæ , anno Domini millesimo sex-

centesimo vigesimo-quarto apostolicâ autoritate peractâ infixum  
recenseatur onus solutionis quindenniorum in summâ bis mille  
quingentorum triginta septem scutorum & obulorum viginti.  
quatuor cum dimidio : ad illorum solutionem Hierosolimita-  
nus ordo futuris temporibus teneatur. Præter autem hasce  
obligationes , cùm non omnes in articulis præinsertis contentæ  
& ab ordine Hierosolimitano acceptatæ , ad ordinem Sanctorum  
Mauritii & Lazari spectare censeantur , neque ad hunc ordinis  
Sancti Antonii transferantur professores , idcirco declarandum  
superest quod ordo Sanctorum Mauritii & Lazari ad alimenta  
præstanda in summis sub articulo septimo eorumdem conven-  
tionum præfinitis omnino teneatur. Verum ipsi Victori Ame-  
deo Regi arbitrium tribuimus alimenta hujusmodi ad vitam  
præstandi vel iis qui modò in ambobus monasteriis in suis do-  
miniis degunt , vel illis qui naturales ejus subditi sunt , ubi-  
cumque eos commorari contigerit ; ac insuper de ejus summâ  
pietate confisi , eidem Victori Amedeo Regi facultatem imperti-  
mur ut unius vel amborum Monasteriorum in ejus dominiis bona  
in commendas vel in alios pios usus magis conformes instituto  
ordinis Sanctorum Mauritii & Lazari , adimplatis tamen præ-  
missis oneribus , convertere queat. Iis verò qui alimenta ex bo-  
nis ordini Sanctorum Mauritii & Lazari concessis erunt per-  
cepturi , expressè præcipimus ut ipsi in ecclesiis & hospitali-  
bus ordinis , ut præfertur , uniti , divino cultui deservire , om-  
nemque personalem operam & assistentiam , quoad vixerint ,  
exhibere & præstare teneantur. Cæterū in parochialibus ec-  
clesiis hæc tenus ordinis Sancti Antonii in iisdem regnis & domi-  
niis existentibus , ab unione præsentium litterarum vigore pe-  
ractâ , exceptis & præservatis naturam , statum & essentiam om-  
nen regula rem ipsius ordinis perpetuò suppressimus & extin-  
guimus , easdemque parochiales ecclesias ad statum secularem  
sub omni modo venerabilium etiā fratum nostrorum Archie-  
piscoporum & Episcoporum in quorum diœcesibus respectivè  
sitæ sunt jurisdictione , ita quod citrà tamen præjudicium ali-  
quod eorum præbiterorum , hæc tenus ordinis Sancti Antonii  
professorum qui eas modo possident , quique in uno aut altero

ex militaribus ordinibus profitebuntur , illæ deinceps & cum vacaverint juxta canonicas sanctiones & Concilii Tridentini decreta , præsbyteris secularibus cum omnibus earum respectivè bonis , redditibus , annuisque assignationibus , prout in suprà insertis articulis sub numero nono noscitur cautum fuisse conferri debeant , præsentium quoquè litterarum nostrarum vi , apostolicâ autoritate perpetuò reducimus & immutamus . Ad amovendam præterea quamlibet quæstionis vel etiàm dubitatis causam expresè declaramus , quod cùm scèpè dicti ordinis Sancti Antonii professores in regulari statu sint remansuri , & singulorum substantiationi satis consultum sit , nullum idcirco ex bonis ante regularem professionem patrimonibus vel alias , ratione sanguinis sibi delatis , alimenta perendi jus ipsis competere poterit .

Quod verò ad Præceptoriam Sancti Antonii civitatis Neapolis , quæ jam diu omnibus prorsùs caret ordinis ejusdem professoribus , commendarique erat solita , nec non Prioratum in civitate Sarnensi existentem , ut præcipuam animi nostri significationem erga eundem Ferdinandum Regem ostendamus , tām Præceptoriam Neapolis quām Sarnensem Prioratum præviā hujus à monasterio Sancti Antonii de urbe segregatione , unā cum illorum ecclesiis & monasteriis , ac omnibus & singulis edificiis , sacris supellecilibus ac mobilibus etiàm pretiosis , si quæ sint , nec non bonis stabilibus , redditibus ac fructibus & proventibus , juribus ac obventionibus quibuscumque , prout præceptores commendatarii apostolicâ autoritate deputati & monasterium Sancti Antonii de urbe , illis haçtenuis gavisi sunt , juxta ipsius Ferdinandi Regis vota , absque præstatione aliquā jurium præsentis causā unionis apostolicæ Sedi debitorum ordini Constantiniano , etiam pari autoritate perpetuò itidem unius , anneximus & incorporamus , ita quod ejusdem Constantiniani ordinis nomine , vera , realis & corporalis possessio illius . Præceptoriae & Prioratū hujusmodi , eorumque honorum & proventuum , quemadmodum ambobus militaribus ordinibus concessum fuit , prout infra nancisci queat adimpletis tamen iis oneribus quæ Commendatarii & Monasterium urbis su-

bibant , eo excepto alendi ordinis professores qui naturales  
dicti Ferdinandi Regis subditi omnino defunt.

Demùm trium monasteriorum ejusdem ordinis Sancti Antonii in ditionibus nostris , unius videlicet Romæ & alterius Avenione ac postremi in loco dicto de Valreas existentium dispositionem quæ magis congrua erit prope diem faciendam nobis specialiter & expressè reservantes , interim illa eorum quæ regimen & administrationem bonaque omnia Sedis apostolicæ nomine nos ipsi recipimus & pro nobis providè ac opportunè regi & gubernari curabimus , ipsas autem præsentes litteras & in iis contenta quæcumque nullo unquam tempore de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ , etiàm ex eo quod causæ propter quas præmissa emanarunt sufficierter adducitæ & verificatæ , vel quicumque circa præmissa interesse quomodolibet habentes seu habere prætendentes ad id vocati , citati & auditii non fuerint , aut ex aliâ quantumvis substantiali & de necessitate exprimendæ causâ resultante defectu notari , impugnari , limitari , modificari , in jus vel controversiam vocari , ad viam & terminos juris reduci , aut adversus eas quodcumque juris , facti vel gratiæ remedium inten-  
tari vel impetrari nullatenus unquam posse , sed semper ac perpetuò firmas , validas & efficaces esse & fore , suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere , & è converso ab illis ad quos spectat & spectabit , quomodolibet in futurum etiàm inviolabiliter observari debere , neque illas sub quibusvis similium vel dissimilium gratiarum generalibus revocationibus , limitationibus , suspensionibus aliquaque contrariis dispositionibus pro tempore factis vel faciendis , nunquam comprehendendi , sed semper ab illis excipi , suosque plenarios & integros effectus sortiti & obtinere , sive & non alias per quoscumque judices ordinarios & delegatos quavis autoritate fungentes , etiàm causarum Palatii apostolici Auditores , ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales , etiàm de latere Legatos , Vice-Legatos dictæque Sedis Nuntios , sublatâ eis quavis aliter judicandi & interpretandi facultate , judicari & definiri debere quidquid secus super his , à quoquam , quavis autoritate scienter vel ignoran-

ter contingere , attentari irritum & inane decernimus:

Quocirca venerabilibus Fratribus nostris Archiepiscopis & Episcopis , nec non dilectis Filiis Abbatibus jurisdictione quasi episcopali pollutibus , in quorum diœcessibus ac respectivè territoriis Ecclesiæ , ac bona quæcumque ordinis Sancti Antonii , ut præfertur , uniti , sita sunt , per apostolica scripta , injungimus & præcipimus ut ipsi tanquam à nobis & ab apostolicâ Sede specialiter delegati , easdem præsentes solemniter publicantes , Hierosolimitanum nec non Sanctorum Mauritii & Lazari , itidemque Constantinianum enunciatos ordines , ac pro eis legitimos eorum procuratores in veram , realem & actualem possessionem monasteriorum , ecclesiarum , & bonorum quorumcumque ordinis Sancti Antonii , ut præfertur , consistentium , juxta præsentium litterarum nostratum seriem immitant , eisque in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes , faciant autoritate nostrâ easdem præsentes & in iis contenta , quæcumque omnibus ad quos spectat inviolabiliter observari , contradictores quoilibet , cujuscumque statûs , ordinis vel proeminenciac fuerint , per sententias , censuras & poenas ecclesiasticas , aliaque opportuna juris & facti remedia , appellatione postpositâ , compescendo , ac legitimis super his habendis servatis processibus sententias , censuras & poenas , ipsas etiam iteratè aggravando , invocatoque pariter ad hoc , si opus fuerit , brachii secularis auxilio , non obstantibus nostris & Cancelleriæ apostolicæ regulis de unionibus committendis ad partes vocatis quorum interest , & de exprimendo valore bonorum ecclesiasticorum , tam uniendorum quam illius cui uniri petitur , & quatenus opus sit de jure quæsito non tollendo , ac lateranensis Concilii postremò celebrati uniones perpetuas , nisi in casibus à jure permisis fieri prohibentis , aliisque tam in synodalibus quam in provincialibus , universalibus , generalibusque Conciliis , editis specialibus , vel generalibus constitutionibus & ordinationibus apostolicis , nec non ordinis Sancti Antonii , etiam juramento , confirmatione apostolicâ , vel quavis firmitate aliâ roboratis , statutis & consuetudinibus , privilegiis quoque indultis , & litteris apostolicis eidem ordini Sancti Antonii ejusque

ejusque superioribus & personis , sub quibuscumque tenoribus & formis , ac cum quibusvis derogatoriarum derogatoriis , aliisque efficacioribus efficacissimis & insolitis clausulis , & irritantibus ac aliis decretis in genere vel in specie , etiam forsan in contrarium præmissorum quomodolibet concessis , confirmatis & innovatis quibus omnibus & singulis , etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specifica , expressa & individua , non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda , aut etiam aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret , eorum tenores ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso , & forma in illis tradita observata , & inserti forent iisdem præsentibus pro plenè & sufficienter expressis habentes illis alias in suo robore permansuris ad præmissorum effectum tantum latissimè & plenissimè ac specialiter & expressè , nec non opportunè & validè , hâc vice dumtaxat præsentium nostrarum litterarum serie derogamus contrariis quibuscumque ; volumus autem quod earumdem præsentium transumptio etiam impressis caractere alicujus notarii publici subscriptis , & sigillo personæ in ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis , eadem prorsùs fides in judicio & extra illud adhibetur quæ iisdem præsentibus adhibetur , si forent exhibitæ vel ostensæ ; nulli ergo omnino hominum liceat paginam hanc nostræ absolutionis , approbationis , confirmationis , unionis , annexionis , incorporationis , subscriptionis , concessionis , statuti , præcepti , mandati , suppressionis , extinctionis , reductionis , immutationis , exemptionis , liberationis , reservationis , decreti derogationis & voluntatis infringere , vel ei ausu temerario contraire ; si quis autem hoc attentare præsumperit , indignationem omnipotentis Dei ac beatum Petri & Pauli apostolorum ejus , se noverit incursum . Datum Romæ apud Sanctum Petrum , anno incarnationis dominicæ millesimo septingentesimo septuagesimo-sexto , sexto-decimo cal. Januarii , anno pontificatus nostri secundo .

*Collationné par Nous , Ecuyer , Secrétaire du Roi , Maïson-Couronne de France , & de ses Finances .*

BOSCHERON.

E

## SECUNDA BULLA

**PII SEXTI**, de unione Ordinis Sancti Antonii  
Viennensis Ordini Sti. Joannis Hierosolimitani,  
Prioris interpretativa.

*Datum Romæ, anno Incarnationis Dominicæ millesimo  
septingentesimo septuagesimo-septimo, septimo idū Maii.*

**PIUS** Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam  
rei memoriam. Apostolicæ Providentiae ratio postulat  
ut ad feliciorem procurandum rerum concessarum even-  
tum, submovendasque quaslibet dubitandi causas, aliquibus  
juxta supplicum vota immutatis, quæ præscripta erant utilius  
& apertius demandare, pariterque nova beneficentiae dona im-  
pertiri curemus; nuper quidem post maturam particularis  
Congregationis quinque venerabilium Fratrum nostrorum  
sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Consilium nobis presti-  
tum per alias nostras litteras, sub datus videlicet apud Sanc-  
tum Petrum, decimo-sexto kalendas Januarii, Pontificatus  
nostrri anno secundo, præviâ confirmatione conventionum in-  
ter ordinem Hierosolimitanum ac alium Sancti Antonii de Sanc-  
to Antonio Viennensi denominatum initiarum, quibus Hiero-  
solimitano ordini gravibus de causis, ordinis Sancti Antonii  
professores in comitiis generalibus sese dederant, illos ad Hie-  
rosolimitanum ordinem in gradu Fratrum capellanorum trans-  
tulimus, atque utrumque ordinem insimul univimus ut in fu-  
turum pro tempore existens, Hierosolimitani ordinis magnus  
Magister ordinibus sic unitis præcesset, & usque tunc ordinis  
Sancti Antonii professores, tanquam Fratres capellani servien-  
tes curæ, gubernio & jurisdictioni ipsius magni Magistri in  
omnibus & per omnia subessent, prout eatenius eorum Abba-  
ti generali suberant, illique tanquam membra capiti obedirent;  
ac viginti-sex ejusdem ordinis Sancti Antonii monasteria, do-

mus , Commendas , Præceptorias & alia loca quomodolibet nun-  
 cupata , in Galliarum regnis sita , cum omnibus illorum mem-  
 bris , granciis , fundis , dominiis , proprietatibus , fructibus ,  
 redditibus , proventibus , & bonis ac femoventibus bibliothecis ,  
 juribus , actionibusque universis , nec non ecclesiis , non  
 tamen parochialibus , ad ordinem Sancti Antonii eatenùs spec-  
 tantibus , una cum earum sacris supellecilibus ipsi ordini Sancti  
 Joannis Hierosolimitani perpetuò addiximus , annexuimus &  
 incorporavimus ; quod verò ad parochiales ecclesias ordinis  
 Sancti Antonii à præmissâ unione separatas , illarum naturam ,  
 statum & essentiam omnem regularem ipsius ordinis etiam per-  
 petuò suppressimus & extinximus , easdemque parochiales ec-  
 clesias ad statum secularem sub omnimodâ venerabilium etiàm  
 Fratrum nostrorum , Archiepiscoporum & Episcoporum in  
 quorum dicecessibus respectivè sita sunt jurisdictione , ita quod  
 citrà præjudicium aliquod eorum presbyterorum ordinis Sancti  
 Antonii professorum qui eas nunc possidebant , illæ deinceps ,  
 & cùm vacaverint , juxtà canonicas sanctiones & Concilii Tri-  
 dentini decreta , presbyteris secularibus conferri deberent ;  
 etiàm perpetuò reduximus & immutavimus , insuper expreßè  
 declaravimus quod cùm sacerdicii ordinis Sancti Antonii pro-  
 fessores in regulari statu sint permanenti , & singulorum sub-  
 tentationi satis consultum sit , nullum idcirco ex bonis ante re-  
 gularē professionem patrimonialibus vel aliàs ratione sangu-  
 nis ipsis delatis , alimenta petendi jus ipsis competere posset :  
 præterea iisdem venerabilibus Fratribus nostris Archiepiscopis  
 & Episcopis , nec non dilectis filiis Abbatibus jurisdictione  
 quasi episcopali pollentiibus , in quorum dicecessibus ac respec-  
 tivè territoriis , monasteria , ecclesiæ , aut bona quæcumque  
 ordinis Sancti Antonii , ut præfertur , uniti sita sunt , injunxi-  
 mus & præcipimus , ut ipsi tanquam à nobis & ab apostolica  
 Sede delegati nostras litteras solemniter publicantes , Hiero-  
 solitanum ordinem & pro eo legitimos procuratores in veram ,  
 realem & actualem possessionem monasterii Viennensis , præ-  
 ceptoriarum Ecclesiarum , & bonorum quorumcumque ordinis  
 Sancti Antonii in Galliarum Regnis , ut præfertur , consisten-

tium , juxta earumdem litterarum seriem immitterent , eique in  
præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes facerent auto-  
ritate nostrâ , ipsas litteras & in iis contenta quæcumque ab om-  
nibus ad quos spectat , inviolabiliter observari , contradictores  
quoslibet , cujuscumque statûs , ordinis vel proeminentiæ fuerint ,  
per sententias , censuras & pœnas publicas , aliaque opportuna ju-  
ris & facti remedia , appellatione postpositâ compescendo , &  
legitimis super his habendis , servatis processibus , sententias ,  
censuras & pœnas ipsas etiam iteratis vicibus aggravando , in-  
vocatoque pariter ad hoc , si opus fuerit , brachii secularis auxi-  
lio , prout inter cætera in iisdem nostris litteris contenta ple-  
nius exprimitur : cùm autem nobis modò nomine dilecti filii  
nostrî nobilis virti Hierosolimitani ordinis magni Magistri novæ  
oblatae fuerint præces , atque auxilium suum denuò præstans  
carissimus in Christo filius noster Ludovicus , Galliarum Rex  
christianissimus efficacissima officia sua erga nos adhibuerit , ut  
nimirùm ea quæ in præmissis nostris litteris statuta sunt ut infrâ  
declarare , nec non quædam alia ad feliciorem utriusque ordinis  
connexionem edicere & statuere , præcipue verò ut earumdem  
litterarum cunctis Archiepiscopis & Episcopis , nec non Abba-  
tibus , ut præfertur , delegatam executionis commissionem , an-  
tequam eadem litteræ alicui fuerint , prout minimè fuerunt ,  
præsentatæ , aliis injungere dignaremur ; etenim sicut accepi-  
mus , si in quibuslibet in quibus ordinis Sancti Antonii sita sunt  
monasteria , domus , commendæ , Præceptoriae , vel bona quæ-  
cumque eorumdem Regnum dicæsibus publicatio ipsarum  
litterarum & executio expleri deberet , pluribus gravibusque  
curis & sollicitudinibus Hierosolitanus ordo obnoxius fo-  
ret , auctorum in immensum augeretur numerus , atque in eam  
rem sumptus magni insumerentur , cùmque uterque ordo jam-  
diu à quorumvis ordinariis jurisdictione fuerit penitus  
exemptus & apostolicæ Sedi immediate subjiciatur , si absque  
eorumdem ordinariis operâ ipsis litteris executio impertire-  
tur , minimè læsa eorum jurisdictione haberi poterit : nos itaque  
singulis quæ à nobis modo expensa sunt variationibus & decla-  
rationibus , novisque concessionibus seriò perpensis , signanter-

que causis ut suprà expositis ut priorem executionem litterarum alias demandaremus, atque animo reputantes vota ejusdem Ludovici Regis qui haud minus quam Regii sui prædecessores fovet studium de catholicâ religione bene merendi, eò collimare ut exoptata unio illâ concordiâ & tranquillitate suum tandem sortiatur effectum, quâ in florentibus ipsius Regni & dominiis ejus subditi gaudent, quamlibenter iisdem votis morem gerimus & enixas ipsius magni Magistri preces benignè adimplere non detrectamus: imprimis igitur commissionem priores nostras litteras exequendi ipsis Archiepiscopis & Episcopis in Galliarum Regnis, uti à nobis & ab apostolicâ Sede specialiter deputatis attributam propter expositas nobis rationes penitus & omnino immutantes ac de medio tollentes, perinde ac si in prioribus nostris litteris minimè fuisset, singulis venerabilibus Fratribus nostris Archiepiscopis & Episcopis in Galliarum Regnis, ac dilectis filiis eorum Vicariis & Officialibus in spiritualibus generalibus, nec non Abbatibus jurisdictione quasi episcopali pollentibus ac cathedralium ecclesiarum dignitatibus & canonicis, aliisque personis in catholicâ dignitate constitutis earum nostrarum litterarum serie commitimus, injungimus & mandamus ut ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios, in simili ecclesiasticâ dignitate constitutos, seu constitutum specialiter ab eis, vel eo eligendos seu eligendum, priores & præsentes nostras litteras legitimè, ut moris est, solemniter publicent seu publicet, & promulgatis utriusque ordinis incorporatione & conditionibus quibus illa peracta fuit ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani, ac pro eo legitimos illius procuratores in veram, realem & actualem monasterii Viennensis, simulque omnium domorum, commendarum, præceptoriarum, ecclesiarum, non tamen parochialium, membrorum & bonorum quorumcumque, cuiuscomque conditionis sunt & naturæ, ad ordinem Sancti Antonii hactenùs pertinentium, & in Galliarum Regnis existentium, immittant & immittat, & immitti faciant seu faciat, atque eis efficacis defensionis præsidio assistentes seu assistens easdem priores nostras litteras juxta tamen præsentes ab omnibus ad quos

spectat , autoritate nostrâ inviolabiliter observari mandent seu mandet , contradictores quoilibet , cujuscumque statûs , ordinis & proeminentiæ fuerint , per sententias , censuras & pœnas ecclesiasticas , aliaque opportuna juris & facti remedia , appellatione postpositâ compescendo , ac legitimis super his servatis processibus habendis , sententias , censuras & pœnas ipsis etiam iteratè aggravando , invocatoque pariter ad hoc , si opus fuerit , brachii secularis auxilio : porrò ad aliâ modò expedita progredientes , cùm sicut accepimus monasterio Sancti Antonii Viennensis Prioratus Sancti Antonii Marnantii , vulgo Marnans denominatus , alias à prædecessoribus nostris autoritate apostolicâ perpetuó fuerit unitus , ac forsitan alia monasteria , Præceptoriae , Prioratus , Commendæ aliaque loca in Galliarum Regnis , quæ anteâ vel Sancti Benedicti aut aliorum regularium ordinum erant variis temporibus diversisque ex causis à prædecessoribus nostris eidem ordini Sancti Antonii unita comprehenduntur , ne ob connexionem Sancti Antonii cum Hierosolimitano ordine hesitari contingat , peractas anteâ uniones resolutas fuisse per præsentes expressè declaramus , tám illud Sancti Antonii Marnantii quâm quæcumque Monasteria , Præceptorias , Prioratus , Commendas , aliaque loca olim quorumvis aliorum ordinum in connexione utriusque ordinis comprehendendi , & quatenus opus sit , extinctâ & aboletiâ eorumdem Monasteriorum , Præceptoriarum , commendarum , Prioratum , aliorumque locorum in ipsis Regnis primæva regulari qualitate , nullaque ratione habitâ causarum propter quas ordini Sancti Antonii fuerant , ut præfertur , unita , illa modò , & ex integro Hierosolimitano & Sancti Antonii unito ordini , autoritate nostrâ unimus , anneximus & incorporamus : insuper ut ii qui ordini Sancti Antonii nomem dederant & illum profitentes , proiectam affluti sunt ætatem habeant quoque aliquem honorificentiæ gradum , ad quem juxta merita & labores adspirare valeant , præcipimus modò & statuimus ut ambæ Præceptoriae de Ruffey & de Perpignan quæ in sexto-decimo ex enunciatis articulis durante utriusque qui modò moderatur Præceptoris vitâ illis præservantur deinceps , & iis cedentibus una & altera

Præceptoris aliis ejusdem ordinis Sancti Antonii professoribus  
 præsbyteris in ordinem Hierosolitanum adlectis , quandiu  
 vel unus superstes reperietur à dilecto filio Abate hactenùs ge-  
 nerali ordinis Sancti Antonii , quoad vixerit , conferri debeant ,  
 eodem verò Abate generali defuncto , ordo Hierosolitanus  
 superstites , si qui erunt , præsbyteros jam ordinis Sancti Anto-  
 nii alumnos iis Præceptoris pro tempore vacantibus rectâ  
 agendi ratione præficiet : qui autem iisdem Præceptoris pro  
 tempore erunt moderaturi , quemadmodum decet , onera con-  
 sueta subire , legata adimplere , ædes restaurare , prædia cole-  
 re & servare teneantur , atque ad effectum hujusmodi visitatio-  
 ni & ordinationibus Hierosolitani ordinis subjecti sint : præ-  
 terea cum in iisdem articulis sub numero nono parochiales ec-  
 clesiæ ordinis Sancti Antonii à præmissâ unione exceptæ fue-  
 rint , atque ad secularem statum redactæ , nec-non integrum  
 onus eorundem parochorum substantiationi consulendi ab ordi-  
 ne Hierosolitanano in se suscepimus noscatur , ideo per priores  
 nostras litteras expressè demandavimus illas secularibus præs-  
 byteris juxta canonicas sanctiones , cum omnibus earum res-  
 pectivè bonis , redditibus annuisque assignationibus , prout in  
 enunciato articulo cautum erat , esse conferendas ; ne autem in  
 dubium revocetur Hierosolitanum ordinem ad traditionem  
 teneri bonorum quæ cujuslibet parochialis ecclesiæ propria cen-  
 seri possent , nevè animorum dissidium aliquod suboriri con-  
 tingat , antequam præfiniatur quam summam onus ab ordine  
 Hierosolitanano suscepimus peritiungere debeat , præsentium lit-  
 terarum vigore expressè declaramus ac etiam statuimus & præ-  
 cipimus cuilibet ex futuris parochis parochialium ecclesiarum  
 ad secularem statum redactarum Hierosolitanum ordinem  
 non quidem ad traditionem omnium bonorum teneri , sed qua-  
 tenus vellet , ultrò illa vel illorum partem aliquam tradere posse;  
 verum quod compertum absolutumque habendum erit , illum  
 ad annuam præstationem in summâ , juxta taxam synodalem  
 probatamque consuetudinem uniuscujusque diœcesis parochis  
 ipsis pendendam obnoxium fore , ita quoque ad consulendum  
 ordinis Sancti Antonii professorum in Hierosolitanum ordi-

nem adscitorum indemnitatī , quamvis ipsis jus aliquod ali-  
menta petendi ex bonis ante regularem professionem patrimo-  
nialibus vel alias ratione sanguinis sibi ipsis delatis minimè  
competere declaratum fuerit , nihilominus præmissæ declara-  
tioni adjicimus eam fuisse & esse animi nostri sententiam ut ni-  
hil officeretur iis annuis assignationibus quas ii qui ordinis  
Sanc̄ti Antonii nomen dedere ante solemnem illorum professio-  
nen super patrimonialibus bonis sibimet ipsis reservârunt ,  
quin imò illas integras & illætas vigere præcipimus ; cæterū  
cùm ob unionem ipsam uterque ordo unum corpus constituat ,  
non ideo intendimus ordinis Sanc̄ti Antonii prærogativas ac  
privilegia à prædecessoribus nostris concessa , deleta , vel pe-  
rempta fuisse , sed illa integrè permanere & permanfura de-  
cernimus , ac si utrique ordini elargita fuissent ; è converso ve-  
rò unitus ordo utriusque munera complectens , prout in prio-  
ribus nostris litteris statuitur , incumbentia onera adimpleat ,  
ac præcipuè hospitalitatem juxtā primævam ordinis Sanc̄ti An-  
tonii servet institutionem quæ ad pauperes & egenos igne sau-  
ciatos & tactos excipiendos , alendos & currandos fuit ordina-  
ta & usque modò laudabiliter observata : ac demū quemad-  
modum ipsas nostras litteras in reliquiis innovantes , eas juxtiā  
tamen præsentes in omnibus iis quæ præcipimus & jubemus ,  
ita magnam in spem fiduciamque adducimur sub ejusdem mag-  
ni Magistri ordinis Hierosolimitani provido sagacique regimi-  
ne , ac validissimo ipsius Ludovici Regis prædio ex unione  
ipsâ novum utriusque ordini accessurum decus & ornamentum :  
præsentes autem litteras , omniaque & singula in eis expressa  
& à nobis præscripta , declarata & concessa nulli subreptionis  
vel obreptionis aut nullitatis vitio subjacere , suosque integros  
effectus sortiri & obtinere debere decernimus , prout in prio-  
ribus nostris litteris illas valere decrevimus , non obstantibus  
constitutionibus apostolicis & Cancellariæ apostolicæ regulis ,  
ac omnibus & singulis quæ in posterioribus nostris litteris non  
obstante voluimus , ac etiam ordinum seu congregationum quo-  
rum Prioratus Sanc̄ti Antonii Marnantii , & forsitan alia monas-  
teria , Præceptoriatæ , Prioratus , commendatæ , aliaque loca exis-  
tebant .

357

tebant, quovis titulo concessis privelegiis, indultis & litteris apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque; volumus autem ut earundem præsentium transumptis etiam impressis charactere alicujus notarii publici suscriptis, & sigillo personæ in catholicâ dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides in judicio & extrâ illud adhibetur, si forent exhibitæ vel ostensæ: nulli ergo omnino hominum liceat hanc novam paginam nostræ commissionis, injunctionis, mandati, declarationis, unionis, annexionis, incorporationis, præcepti, statuti, decreti, derogationis & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominicæ millesimo septingentesimo septuagesimo-septimo, septimo idus Maii, pontificatus nostri anno tertio.

*Collationné par Nous Ecuyer, Secrétaire du Roi, Maïs  
Son-Couronne de France, & de ses Finances.*

BOSCHERON.



## Extrait des Registres du Parlement.

**V**U par la Cour, les Chambres assemblées, les Lettres Patentes données à Versailles le 8 Novembre 1777, signées, LOUIS : Et plus bas ; Par le Roi, A M E L O T, scellées du grand Sceau de cire jaune, confirmatives des Bulles portant suppression de l'Abbaye, chef d'Ordre de Saint Antoine, union desdits Ordres, & la translation des Religieux Antonins dans l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, & le Décret de fulmination d'icelles, ensemble le Traité préalable du 15 Avril 1775, passé entre ces deux Ordres, les Bulles des 17 Décembre 1776, & 7 Mai 1777, pour ladite union, & le Décret de fulmination du 3 Juillet suivant, le tout attaché sous le contre-scel desdites Lettres. Vu aussi l'Ordonnance de Soit-Montré au Procureur Général du Roi, mise sur le repli desdites Lettres Patentes, délibérée aux Chambres assemblées le 28 Janvier dernier, signée Boyer Drudas, & les Conclusions dudit Procureur Général aux fins du Registre :

**L**A COUR, a ordonné & ordonne que lesdites Lettres Patentes & pieces attachées sous le contre-scel d'icelles, seront enregistrées dans ses Registres, pour le contenu en être gardé & observé selon sa forme & teneur, à la charge que lorsqu'il y aura lieu au remplacement prévu des Religieux de St. Antoine par des Curés séculiers, dans les Cures qu'ils desservent actuellement, dépendantes dudit Ordre, l'entière dotation desdites Cures appartiendra auxdits Curés séculiers, sans qu'elle puisse être unie à la nouvelle Mense commune desdits Ordres, & sans qu'à raison de l'union des biens dudit Ordre de St. Antoine à l'Ordre de Malte, il puisse être prétendu autres, & plus grands droits & priviléges que ceux attachés audit Ordre de Saint Antoine, & dont il jouissoit.

Ordonne en outre que copies duement collationnées , tante des susdites Lettres Patentées , pieces y annexées , que du présent Arrêt , seront envoyées aux Bailliages , Sénéchaussées , & autres Justices Royales du Ressort de la Cour , & notamment au Lieu de Pont-de-Ras , pour y être lues , publiées & enregistrées , à la diligence des Substituts du Procureur Général du Roi , qui en certifieront la Cour dans le mois . Prononcé à Toulouse , en Parlement , le dix-huit Mars mil sept cent soixante-dix-huit . Collationné , LEBE' . Monsieur DE BOYER-D'RUDAS , Rapporteur . Contrôlé , V ERLHAC .

Collationné par Nous Ecuyer , Conseiller-Secrétaire du Roi , Maison - Couronne de France , Audier en la Chancellerie de Languedoc , près le Parlement de Toulouse ,

A TOULOUSE ,  
De l'Imprimerie de Noble J. A. H. M. B. PIJON , Avocat ;  
Capitoul , Seul Imprimeur du Roi & de la Cour ,  
Place Royale.

Consulter

Mémoires de la Société d'Archéologie

Bulletin (?)

- Annuaire de la Compagnie sur les  
Hospitalliers de l'ordre de Jean de Jérusalem  
en ce malte.

D. Bulletin - 2<sup>e</sup>me Série N° 29 à 31  
1993.

p. 32<sup>e</sup> - Explication du T.

Circonstances intéressantes de l'union de l'Ordre Hospitalier de St. Antoine de Viennois (dit ici "boulouan") St. Antoine du T) avec l'Ordre de Chevalerie et l'Hospitalier de St. Jean de Jérusalem (dit vulgairement l'Ordre de Malte)

— Sa Majesté (Louis XVI) informée, dès l'année 1775, des motifs qui pouvoient la porter à autoriser dans son Royaume, la réunion de l'Ordre de St. Antoine du Viennois, & de l'Ordre de Malte, avoir autorisé les deux Ordres susdits à se réunir devant le Souverain Pontife (actuellement Pie VI) pour obtenir l'agrément & les Bulles nécessaires à cet effet.

Sur le vu desdites Bulles, Sa Majesté a donné des premières Lettres-Patentes, du 30 Mai 1777, registrees au Parlement de Paris le 20 Juin, même année, portant son consentement à la réunion des deux susdits Ordres (déjà consommée dans les Etats du Pape, & dans d'autres Pays) dans toute l'étendue de son Royaume, & à l'effet de l'publication fulminante & exécution desdites Bulles, en France, la Majesté constitue son Grand Aumônier, & le Trésorier de la St. Chapelle de Paris, pour y procéder dans les formes qui sont du droit des libertés de l'Eglise gallicane & de l'indépendance de la Couronne & d'abord avec autorité provisoirement l'Ordre de Malte, à répis l'Administration de l'Ordre susdit de St. Antoine du Viennois, & renvoie la connaissance des affaires contentieuses nées ou à naître à l'occasion de ladite réunion, par devant la grande Chambre du Parlement de Paris (en quelque ressort que les difficultés se soient élevées),

— De secondes Lettres-Patentes données à Versailles, le 25 juillet 1777, registrees au Parlement de Paris, le 12 Août, de la même année courante confirmant les autorisations & ordonnances provisoires qui renferment les premières ordonnances d'exécution du Décret, porté le 3 juillet 1777 par le Trésorier de la St. Chapelle de Paris, qui avoit procédé seul, à raison de l'état d'insécurité du Grand Aumônier de France; veulent, comme le portent les Bulles du Souverain Pontife, du 17 Décembre 1776, & du 7 juillet 1777, que le titre Abbatial de l'Abbaye, Chef-d'ordre de St. Antoine du Viennois, demeure éteint (Un Hospice demeurant toujours subsistant dans ladite Maison de St. Antoine en Viennois); veulent qu'après l'extinction de la moitié des Rentes Diapères, prêcisions & autres charges portées en l'Acte conventionnel fait et passé entre les deux Ordres réunis le 15 Avril 1777, & soit réservé sur les Biens de l'Ordre de St. Antoine, de quoi fonder un Hôpital d'Insensés & Epileptiques dans une des maisons susd. Ordre. Ainsi la réunion susdite, des Ordres de St. Antoine du Viennois et de Malte, est faite, parfaite & consommée —

Chanoines de St. Antoine

L'ordre des Antonins (probablement le même que celui de St. Antoine du Viennois en Dauphiné) dont la résidence principale dans le Médi se trouvait à Lézat (Ariège), possédait aussi à Toulouse une église rue St. Antoine du T.

Cet ordre était sous le patronage de Saint Antoine ~~du Sézat~~ (Emile)

La clochette représente donc l'effigie du ce Saint et le T qui il tient à la main et que l'on retrouve en bordure sur l'autre face, n'est qu'une croix incomplète ; cette croix représenterait l'élevation en dignité ecclésiastique du Saint Solitaire, lorsque par ailleurs, et aux mêmes époques, des personnes dévouées aux exercices en puissance sont représentées tenant en main une croix à deux branches.

Il est à croire que, selon l'usage antique et même courant de nos jours, ces clochettes étaient remises aux pieux qui leur attribuaient certains pouvoirs de protection et les portaient chez eux en souvenir de leur pénitentage.

~~L'ordre~~ les Chanoines de St. Antoine n'avaient pas de pensions viagères. Ceux au dessous de 50 ans 1200 francs et les autres 1500 francs par an, moins le Monastère et les biens que ces religieux possédaient à Rome seront à la disposition du St. Ségé et de l'Ordre. Le Maître sera chargé de pensions aux Religieux reçus.



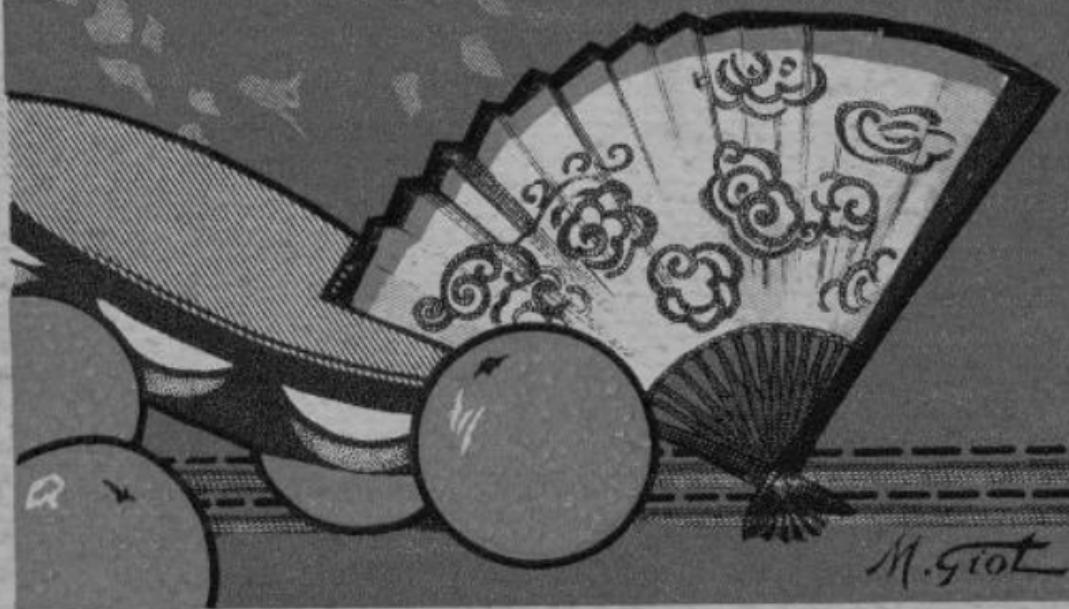
Clochette

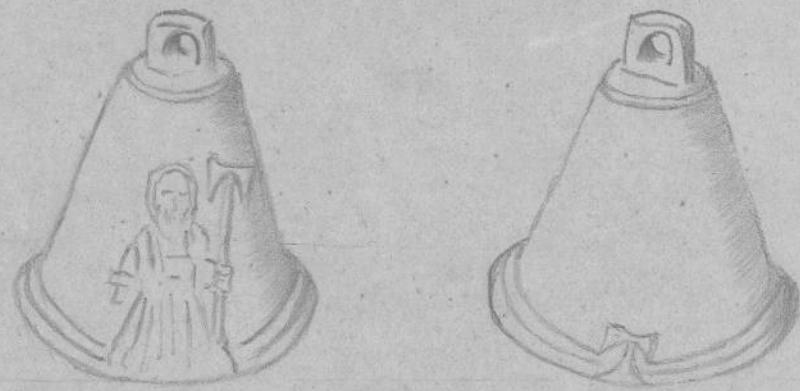
Sauterne du T

a photographier - -

anrei 1777

# IGITANES





Clochette l'Antoine du I  
p. 167 - 1777 ordre de l'  
~~de Viennois~~  
<sup>ordre de l'</sup>  
<sup>1777</sup>  
~~de Viennois~~ dit  
<sup>du T.</sup>

La Réunion de l'Ordre de  
Mm les Antonins, dits à Boulouze  
les M M. du T. avec l'ordre  
ce malheur venu s'esté consummo.  
Selon toutes les formalités de droit  
conomique et national - Cet  
événement qui fera cpropre  
dans l'église comme dans l'Hôpital  
peut un oïdit curieux dont  
nous ne priverons pas le Lecteur -  
Nous l'attendons d'une bonne main  
qui n'aura fera Rien à des îres -

Par celles - Palentes à Versailles  
25 juillet 1777 - L'ordre demeure éteint  
mais il doit être reçue sur les Biens  
de l'~~Hôpital~~ l'ordre de St Antoine de poï  
fondé au Hôpital d'Insernes et  
Cleptiques - sous usage des maisons  
cavil ordre - (d'où le clochette  
p. 6 aliénés d'autre (?)) non  
pas plus que les maisons n'en servaient

pour les gretes —

On vendait ces clochettes aux  
pèlerins ou dévote qui  
fréquentaient et allaient  
faire leurs dévotions dans  
la chapelle — comme  
souvenir — Voir la note  
pointe —